Zeitschrift: Revue économique franco-suisse

Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France

Band: 32 (1952)

Heft: 1

Artikel: Misère apparente et richesse réelle : les antinomies de l'économie française

Autor: Wolff, S.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-888439

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Misère apparente et richesse réelle :

les antinomies de l'économie française

par

S. Wolff

Correspondant à Paris de la « Neue Zürcher Zeitung »

AU lendemain de la première guerre mondiale, à l'époque où le gouvernement français se débattait au milieu de graves difficultés d'ordre financier et économique, on opposait volontiers à la misère de la France, la richesse des Français, et ceci jusqu'au jour où les réformes financières de Poincaré, en assurant le rapatriement des capitaux détenus à l'étranger, rétablirent la prospérité de l'État.

Aujourd'hui, après une nouvelle guerre, la misère ne semble plus être l'apanage exclusif de l'État. Les Français, dans leur grande majorité, s'estiment malmenés par le sort et croient avoir des raisons valables pour se plaindre de leur situation matérielle : les uns parce qu'ils ne gagnent pas suffisamment, les autres parce qu'ils paient des impôts trop lourds.

Il en va des richesses comme du bonheur. C'est l'appréciation subjective qui en décide en dernier lieu. N'est riche que celui qui se croit riche. Pourtant, on dispose de quelques critères objectifs qui permettent d'établir où en est la situation économique d'un pays. La statistique nous fournit en abondance des chiffres relatifs à la production, à la consommation, au revenu national, aux commerces intérieur et extérieur, à la circulation monétaire, etc... Il est vrai que les données mises à notre disposition cachent, sous leur apparente exactitude, de nombreuses sources d'erreur et qu'elles se prêtent facilement à des interprétations fort divergentes.

Ceci est surtout vrai dans le cas de la France. La situation économique de ce pays se compose d'un ensemble de nombreux éléments contradictoires et se présente d'une façon fort différente suivant l'angle sous lequel on la considère. Car, si le côté matériel de l'évolution économique offre l'image d'un pays en croissance rapide, son côté monétaire témoigne de la persistance d'un déséquilibre grave et d'une incapacité d'adaptation aux nouvelles conditions économiques nées de la guerre.

L'EXPANSION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Un des éléments les plus réconfortants de l'évolution de l'économie française, depuis 1945, est constitué par l'accroissement continu de la population, dû à des excédents de naissances sur les décès, décès qui sont parmi les plus forts que l'on ait constatés depuis plus d'un siècle. Le taux net de reproduction, qui a été constamment inférieur à 100 à partir de 1886, s'établit pour les années 1948 à 1951 aux environs de 130. Cette expansion contraste singulièrement avec la régression démographique observée en France au lendemain de l'autre guerre. La population du pays dépasse actuellement 42 millions d'habitants. Ainsi, non seulement les pertes dues à la guerre ont été compensées, mais le peuplement du territoire français est plus dense qu'il ne l'a jamais été.

Il en est de même de la production industrielle qui bat tous les records. L'indice de la production industrielle, sur la base de 100 en 1938, a atteint en dernier lieu environ 145. Il est vrai que 1938 est une mauvaise année de référence puisque, à cette époque, la production s'établissait à un niveau relativement bas. Mais, même si l'on prend comme terme de comparaison 1929, la meilleure année d'avant guerre, la production industrielle — sans le bâtiment — accuse un accroissement de 16 p. 100. Et puis ce qui compte surtout, c'est l'évolution récente. Affaiblie déjà par la longue période de sous-activité et de stagnation s'étendant de 1930 à 1939, l'industrie française avait, en outre, particulièrement souffert de la guerre. Néanmoins, le redressement a été après 1945 deux fois plus rapide qu'après la première guerre mondiale. L'industrie a pu rattraper ainsi, en partie, le retard qu'elle avait subi entre 1929 et 1945, mais en partie seulement, car si la production industrielle française avait maintenu son rythme d'accroissement de 1900 à 1929, elle aurait été aujourd'hui supérieure de 40 à 50 p. 100 à ce qu'elle est.

Il n'en reste pas moins vrai que des progrès importants ont été réalisés au cours de ces dernières années. Grâce à l'effort de modernisation et d'investissement déployé sous l'impulsion du plan Monnet et grâce aussi aux 2 milliards et demi de dollars d'aide américaine reçus par la France en exécution du plan Marshall, les installations industrielles ont été, dans de nombreux secteurs, remises en état, modernisées et étendues, des techniques nouvelles ont été adaptées avec succès, la productivité a été relevée. Depuis 1947, la France consacre 20 p.100 en moyenne de ses ressources nationales à l'investissement, contre environ 15 p. 100 avant la guerre. Certes, certaines activités n'ont encore participé que dans une faible mesure à ce travail de rénovation et d'expansion, et dans quelques domaines, en particulier dans celui du logement, subsistent encore des insuffisances notoires, rançon notamment de la politique néfaste des loyers qui a été poursuivie depuis l'autre guerre.

Malgré ces ombres, l'impression d'ensemble qui se dégage est plus que réconfortante. L'industrie française a repris sa marche en avant. Elle est repartie à la conquête de nouveaux débouchés extérieurs et a remporté dans ce domaine des succès incontestables. Son potentiel de production, en plein accroissement, est arrivé à un degré de développement qui n'avait jamais encore été atteint.

Dans l'agriculture, qui est obligée de compter avec des saisons et les conditions météorologiques, les progrès ont été moins spectaculaires, bien que constants. La production agricole s'est accrue, dans son ensemble, de près de 10 p. 100 par rapport à la moyenne des années 1934-1938. Entrée dans la voie d'une transformation profonde, l'agriculture française emploie déjà cinq fois plus de tracteurs qu'avant la guerre. Elle est devenue exportatrice de denrées de grande consommation et semble vouloir s'orienter vers une expansion de la

production accompagnée d'exportations actives. La réussite de cette politique suppose de la part des agriculteurs un effort d'adaptation et d'augmentation de productivité, un effort destiné à abaisser leurs prix de revient en même temps qu'ils accroissent leur production.

A l'essor de la production industrielle et agricole doit correspondre, en principe, une amélioration du niveau de vie. Nous abordons ici un sujet fort controversé. Pourtant, il ne peut pas faire de doute que la quantité des biens de consommation mise à la disposition du public a atteint et même dépassé son niveau d'avant-guerre. Compte tenu de l'augmentation de la population, la consommation apparente par tête et par an est, pour de nombreux produits, plus élevée que pendant les années 1934-1938. Le Français consomme aujourd'hui moins de vin, moins de pain et moins de graisse, par contre davantage de viande, davantage de lait et de beurre, davantage de légumes et de fruits frais. Dans l'ensemble, sa nourriture est devenue plus saine et plus riche.

Malheureusement, toutes les couches de la population ne participent pas à un même degré à cette amélioration. La guerre, l'inflation, et la généralisation de la Sécurité sociale ont provoqué un profond bouleversement dans la distribution des revenus. Si le niveau de vie s'est relevé à la campagne, la situation dans les grandes villes offre à cet égard de grandes divergences. Le petit commerçant et l'ouvrier, père d'une famille nombreuse, vivent aujourd'hui mieux qu'autrefois ; par contre l'ouvrier célibataire, logé à l'hôtel a vu son salaire réel s'amenuiser, le petit rentier et le retraité ont été ruinés par l'inflation, et le fonctionnaire occupant un poste moyen et élevé, s'est trouvé dans l'obligation de réduire son train de vie. Bien que le niveau de vie en France, dans son ensemble, se soit plutôt relevé, la distribution actuelle des revenus comporte tant d'injustices et des inégalités si évidentes qu'elle entretient un climat d'agitation sociale et de mécontentement généralisé, constituant l'obstacle majeur à la consolidation de la situation politique intérieure.

UN PAYS SANS MONNAIE

La raison essentielle de cet état de choses est facilement discernable. C'est l'absence d'une véritable monnaie qui permettrait le rétablissement d'un équilibre économique. Depuis 35 ans, la France vit, avec de courtes interruptions, sous le régime de l'inflation et de la dépréciation monétaire. Le franc à quatre sous de Poincaré appartient depuis longtemps au passé. Le pouvoir d'achat du franc actuel ne correspond même plus à un centime de 1914. Les prix sont à l'indice 25 à 30 par rapport à l'année 1938, ce qui représente une hausse six à sept fois plus forte que celle réalisée entre 1914 et 1920. Si le redressement matériel de l'économie française a été deux fois plus rapide qu'après l'autre guerre, la détérioration de la monnaie s'est poursuivie à un rythme sensiblement plus accéléré. Le problème économique, auquel la France a à faire face, découle de cette antinomie entre son évolution matérielle et son évolution monétaire.

Pendant la courte période 1949-1950, caractérisée par une stabilisation relative des prix, il était permis d'entretenir l'espoir que le franc, sorti bien diminué de l'épreuve de la guerre, pourrait être progressivement consolidé. Le redressement de la devise française sur les marchés libres à l'étranger et le recul de l'or sur le marché français, semblaient justifier cet espoir, confirmé également par l'afflux des devises étrangères, enregistré par la Banque de France.

Hélas, il faut y renoncer. L'équilibre, relatif et fragile, qui était en train de s'établir, n'a pas pu résister à la secousse provoquée par la guerre de Corée. Depuis juin 1950, les prix de gros ont subi une hausse de plus de 46 p. 100, tandis que l'indice des prix à la consommation familiale à Paris s'est relevé de plus de 33 p. 100. D'abord lente et peu sensible, la montée des cours parallèles des devises étrangères et de l'or avait pris, à partir de la fin septembre 1951, l'allure d'une véritable crise monétaire. A l'aide d'un relèvement du taux d'escompte, du retour à la politique restrictive du crédit et d'un renforcement du contrôle des changes, les autorités sont parvenues finalement à contenir cette agitation et même à provoquer un certain recul des cours. Il n'en reste pas moins que les événements de ces derniers mois ont démontré que le franc était exposé à subir le contre-coup du premier accident survenu, serait-il à l'autre bout du monde.

En pouvait-il être autrement ? L'inflation, ses causes et ses effets, sont devenus familiers au Français qui la voit venir de loin et qui cherche à se prémunir à temps contre ses répercussions néfastes. Cette attitude d'autodéfense ne peut qu'accélérer l'évolution inflationniste. La méfiance envers la monnaie nationale tend à devenir une réaction spontanée.

Le mal qui sévit en France depuis 35 ans, a contaminé peu à peu l'ensemble de l'économie française. Les fonctions normales de la monnaie se sont dissociées. Le franc, resté moyen de paiement, ne sert plus d'étalon des valeurs et de moins en moins de moyen d'épargne. Dans la mesure où l'épargne subsiste encore, elle cherche de plus en plus à s'investir dans des « valeurs réelles », telles que l'or, les devises étrangères, etc... La thésaurisation de l'or favorisée en outre par la législation fiscale, a pris des proportions considérables.

Il est impossible d'indiquer avec quelque précision le montant de l'or, qui se trouve entre les mains du public français. Les évaluations les plus sérieuses arrivent à un chiffre qui se situe entre 2 millions et 2 millions et demi de kilos, ce qui correspond, sur la base du prix officiel américain de 35 dollars l'once, à environ 2 milliards 250 millions à 2 milliards 800 millions de dollars. Ce montant s'accroît de près de 100.000 kilos par an. Il s'agit, en l'occurrence d'importations plus ou moins clandestines pour lesquelles la France dépense 100 à 120 millions de dollars par an. Le public français investit, sur la base des cours de l'or pratiqués en France, plus de 50 milliards de francs par an pour accroître ses réserves particulières en métal jaune. Cette somme est retirée du circuit productif pour être enfouie dans des cachettes privées. Le commerce de l'or manipule des montants très élevés qui attestent la place importante occupée par ces transactions. C'est ainsi que le chiffre d'affaires du marché libre de l'or à Paris atteint 200 à 220 milliards de francs par an.

Mais, pourrait-on dire, les 50 milliards par an que les particuliers transforment en or, ne constituent pas une somme tellement importante et ne représentent qu'à peine ½ p. 100 du revenu national évalué à 12.000 milliards de francs. En réalité, la thésaurisation de l'or n'est que le symptôme le plus caractéristique du degré atteint par la détérioration de la monnaie et de la régression de l'épargne qui en résulte. Concurrencée

par le développement de la Sécurité sociale, l'épargne est, en outre, battue en brèche par l'instabilité monétaire. Les conséquences de cet état de choses sont multiples et d'une gravité qu'on ne saurait sous-estimer. Tout le processus économique s'en trouve faussé.

Le Français, renommé autrefois pour sa propension à l'épargne, ne songe maintenant le plus souvent qu'à dépenser, d'une manière ou d'une autre, la totalité de ses revenus pour les soustraire aux conséquences de la diminution progressive du pouvoir d'achat de la monnaie. D'où une tendance très nette à l'augmentation de la consommation et de certains investissements, ces derniers étant toutefois dictés moins par des considérations d'ordre économique que par la méfiance envers la monnaie. Les capitaux nouvellement formés sont drainés souvent vers des entreprises qui courent le danger de devenir à la longue déficitaires, de sorte que les capitaux qui y sont investis risquent d'être perdus. Le manque de capitaux dont souffre l'économie française se trouve ainsi aggravé par l'utilisation fréquemment peu rationnelle des capitaux disponibles.

D'autre part, pour remédier à la défaillance de l'épargne volontaire, aussi bien l'État que l'économie privée ont recours aux diverses méthodes d'épargne forcée. L'État prélève des impôts dont le produit est consacré au financement de la reconstruction et des investissements dans le secteur nationalisé. Il oblige également les banques à affecter une partie de leurs dépôts à l'achat de bons du Trésor. L'économie privée a développé, de son côté, tout un système d'autofinancement, en incorporant dans ses prix de vente des fortes marges destinées à lui procurer des capitaux et assurer le financement de la modernisation et de l'extension de ses installations.

Ainsi, le contribuable et le consommateur, concourent, contraints et forcés, à la formation des capitaux qui servent à financer la reconstruction et l'expansion de l'économie française. Aux capitaux collectés par ces méthodes indirectes et autoritaires, vient s'ajouter la contre-valeur en francs de l'aide Marshall. C'est pourquoi nous assistons depuis cinq années à cette situation paradoxale : la collectivité est en état d'augmenter considérablement ses investissements alors que les individus épargnent de moins en moins.

Toutefois il ne faut pas perdre de vue que ces méthodes d'épargne forcée ne constituent qu'un expédient et comportent des conséquences redoutables, dont la plus grave est certainement l'influence destructrice qu'elles exercent sur la tenue de la monnaie. La fiscalité excessive, d'une part, et l'autofinancement de l'autre, en s'incorporant dans les prix de vente, contribuent puissamment à accélérer la montée des prix et des salaires. L'économie française devient ainsi extrêmement sensible à la moindre poussée inflationniste qui déclenche immédiatement toute une série des réactions en chaîne.

On peut dire que les méthodes de financement utilisées en France agissent en quelque sorte comme un amplificateur du processus inflationniste. Plus la situation monétaire se détériore, moins les individus épargnent. Or, le déclin progressif de l'épargne volontaire oblige aussi bien l'État que l'économie privée à faire appel dans une mesure de plus en plus large aux méthodes de contrainte qui, de leur côté, ne font que précipiter la dégradation de la monnaie. On se trouve enfermé dans un véritable cercle vicieux.

LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME MONÉTAIRE

Pour briser ce cercle vicieux, certains conseillent de procéder à une nouvelle dévaluation du franc, c'est-à-dire à une diminution de la valeur légale de la monnaie par rapport à l'or et aux devises étrangères. C'est avec raison que le Gouvernement se refuse à donner suite à ces conseils pernicieux. Une dévaluation ne servirait, dans l'état actuel des choses, absolument à rien et ne ferait qu'aggraver les maux dont souffre le pays. Loin de contribuer à l'établissement d'un équilibre solide, elle précipiterait, en déclenchant une nouvelle montée des prix, l'évolution inflationniste et détruirait le peu de confiance dans la monnaie qui subsiste encore. Non, la dévaluation ne se présente pas comme une solution raisonnable du problème monétaire français, même pas comme un expédient possible.

Cette solution, il faut la chercher ailleurs. Puisque le franc, après avoir été dépouillé, depuis 1914, de plus de 99 p. 100 de sa valeur n'est plus en état de jouer honorablement son rôle de monnaie nationale, il devient de plus en plus évident qu'il est indispensable de lui trouver un remplaçant. Une réforme monétaire profonde qui, tout en respectant dans la mesure du possible les situations acquises et en facilitant ainsi la transition et l'adaptation inévitables, doterait la France d'une monnaie stable et solide, attachée à l'or et convertible, pouvant servir à la fois de moyen de paiement, d'étalon des valeurs et de moyen d'épargne. Une telle réforme permettrait de donner une base solide au redressement de l'économie française. Certes elle ne résoudrait pas, comme par un coup de baguette magique, tous les problèmes qui se posent, mais elle pourrait constituer le début et le point de départ d'une remise en ordre définitive. Celle-ci serait facilitée notamment par la déthésaurisation de l'or que seul le retour à une monnaie saine permettrait d'amorcer. Il suffirait qu'une partie seulement des réserves considérables accumulées par le public français sorte de ses cachettes et rentre dans le circuit productif pour qu'une amélioration sensible se fasse sentir en ce qui concerne aussi bien le marché des capitaux que les réserves officielles de change.

Les esprits timorés estimeront peut-être que le moment est mal choisi, que la situation internationale est trouble et pleine de menaces et qu'il conviendrait mieux, par conséquent, d'attendre le rétablissement d'une paix véritable. Or, l'attente risque de se prolonger. La tension internationale peut durer encore de nombreuses années. La France devra-t-elle, pendant tout ce temps, vivre sans une monnaie saine, remettant ainsi à des jours meilleurs l'assainissement de sa situation économique financière ? Nous ne le pensons pas. Le redressement monétaire s'impose de plus en plus comme la condition indispensable qui devra être remplie avant que l'on puisse songer à s'engager sur le chemin menant vers la prospérité. Seul ce redressement permettrait de déchirer le voile de la misère apparente qui cache aux yeux du monde et de la France elle-même la richesse réelle du pays, c'est-à-dire son potentiel économique reconstitué et renforcé.

S. Wolff